

dial

diffusion de l'information sur l'Amérique latine

47, QUAI DES GRANDS-AUGUSTINS - 75006 PARIS - FRANCE - TÉL. (1) 46.33.42.47

CCP 1248.74-N PARIS - Du mardi au vendredi de 9 h à 12 h et de 14 h à 18 h 30

Hebdomadaire - n° 1217 - 23 juillet 1987 - 4 F

D 1217 VENEZUELA: INCIDENT POLITICO-RELIGIEUX A CARACAS

Témoins de l'insécurité régnant à Petare, dans les faubourgs populaires de Caracas, mais aussi de l'arbitraire policier, plusieurs dizaines de prêtres et de religieuses des paroisses de cette zone urbaine ont publié le 17 mai 1987 dans les journaux, en publicité payée, un communiqué de protestation contre les exactions policières auprès des gens de leurs quartiers. L'affaire a provoqué des remous à haut niveau, puisque le ministre de l'intérieur, José Angel Ciliberto, a publiquement accusé ces prêtres et ces religieuses de subversion, en rapprochant cette affaire de proclamations parallèles d'un groupe d'extrême-gauche. Une rencontre entre l'épiscopat et des membres du gouvernement a ramené le calme dans cette affaire, le gouvernement ayant présenté ses excuses à la conférence épiscopale.

Ci-dessous, déclaration des prêtres et religieuses en placard publicitaire et interview finale du cardinal de Caracas.

Note DIAL

1. Déclaration de prêtres et de religieuses de Petare (16 mai 1987)

NOUS NE POUVONS PLUS NOUS TAIRE!

Prêtres et religieuses de Petare, devant la situation du peuple et en solidarité avec les frères qui souffrent parce qu'ils défendent les sans-voix.

Comme prêtres et religieuses de Petare nous ne pouvons plus nous taire. Par notre mission de pasteurs et d'animateurs de communautés, nous sommes proches de notre peuple. Compagnons de marche et d'espoir, nous vivons ses douleurs et ses souffrances. Les paroles de Dieu à Moïse: "J'ai vu l'affliction de mon peuple, je t'envoie..." (Ex 3) résonnent dans notre conscience humaine et dans notre coeur de pasteurs.

Sous le coup de la hausse du coût de la vie, du manque d'alimentation, de logement et de transport ainsi que du chômage affectant de nombreuses familles ou du sous-emploi fréquent dans nos quartiers à l'abandon et harcelés de promesses non tenues, voici que le peuple, en particulier le peuple des quartiers de Petare, connaît un nouveau motif de souffrances: l'action brutale, inconsidérée et agressive de fonctionnaires de l'Etat, chargés de l'ordre public, contre ses enfants, ses jeunes et ses adultes.

"Vous savez que les chefs des nations leur commandent en maîtres et que les grands leur font sentir leur pouvoir. Il ne doit pas en être ainsi parmi vous: au contraire, celui qui voudra devenir grand parmi vous se fera votre serviteur, et celui qui voudra être le premier d'entre vous se fera votre esclave. C'est ainsi que le Fils de l'homme n'est pas venu pour être servi, mais pour servir et donner sa vie en rançon pour une multitude." (Mt 20, 25-28)

Avec la force de l'esprit de Jésus ressuscité, nous voulons élever la voix en faveur de la vie et de la vie en plénitude, en dénonçant publiquement les agressions et les abus contre les droits de l'homme les plus élémentaires. La situation est telle pour le peuple qu'on croirait être dans un Etat non démocratique.

Nous ne pouvons plus nous taire!

Comment est-il possible qu'un jeune de nos quartiers puisse être expédié dans une obscure prison de la zone 7 de la police métropolitaine parce qu'il a parlé fort à une fonctionnaire de la mairie? Le jeune y est resté six nuits et sept jours, pour sortir avec des brûlures sur le corps, lourd d'une expérience aussi injuste, et l'emploi perdu... Qui lui compensera les maux subis?

Des jeunes de nos groupes paroissiaux, continuellement poursuivis par certains policiers qui, sans raison, les obligent à monter "dans le panier à salade", à nettoyer les postes de police, à ramasser les ordures... toujours sans raison.

Des jeunes qui sont volés par des policiers, sous la menace des revolvers...

Nous ne pouvons plus nous taire!

Des pères de famille qui reviennent de leur travail, mais qui sont embarqués "dans le panier à salade" et emmenés à la zone 7 de la police métropolitaine, pour ne "vérifier" qu'ensuite qui ils sont...

Des prêtres qui font leur travail pastoral mais qui sont arrêtés en route, grossièrement traités et considérés comme de présumés délinquants, sous la menace des revolvers et sans qu'on leur demande même leurs papiers...

Des prêtres qui sont calomniés, pourchassés, frappés parce qu'ils défendent des hommes, des femmes et des enfants du peuple, eux aussi frappés...

Nous ne pouvons plus nous taire!

Des ouvriers et des travailleurs, des petits commerçants qui sont violemment agressés et volés par la police...

Les fameuses et terribles rafles, le prétendu "plan de sécurité" et les opérations répétées sont devenus un châtiment interminable pour l'homme et la femme des quartiers populaires. Aucun de ces plans n'a jamais rendu au peuple la sécurité publique. Il n'a fait au contraire qu'accroître ses difficultés.

La situation est arrivée à un point tel que notre peuple en a assez. Par ses silences souvent, comme par ses actions le reste du temps, en particulier les plus conscientes, le peuple dit: Ça suffit!

Le respect de la dignité de l'homme

Nous exigeons, conformément à notre responsabilité de pasteurs et d'animateurs de communautés, la liberté d'exercer notre mission qui est semblable à celle du Christ Jésus, bon pasteur, celle qui consiste à donner la vie et la vie en abondance.

Nous dénonçons les menaces, les poursuites, les mensonges et les calomnies utilisées par des autorités policières contre nos frères.

Aujourd'hui plus que jamais, unis à tous les pasteurs d'Amérique latine, nous réaffirmons notre engagement et redisons notre choix en faveur de l'homme, tout spécialement de celui qui est pauvre et marginalisé.

Nous ne pouvons plus nous taire! C'est le Seigneur qui nous commande: "N'aie pas peur, va vers ceux à qui je t'envoie et dis-leur tout ce que je t'ordonne" (Jer 1).

(Signé : 16 prêtres, 25 religieuses,
2 religieux et 3 agents de pastorale)

2. Après les accusations de subversion, les excuses du gouvernement (23 mai 1987)

"NOUS NE POUVONS NOUS TAIRE"

(Journal *El Nacional* du 23/5/87,
article de Fabricio Ojeda)

"Ils remplissaient leur devoir, sans aucun doute", a répondu le cardinal José Lebrún quand nous lui avons demandé s'il partageait les termes utilisés par la déclaration en publicité payée, signée par 49 (1) religieuses et prêtres de la paroisse de Petare, déclaration dans laquelle ils dénonçaient les violations des droits de l'homme par la police.

"Il est évident que chacun s'exprime à sa manière. Ils l'ont fait avec la meilleure volonté et ce ne sont aucunement des subversifs. Le document va dans le sens de la doctrine de l'Eglise. Des jeunes étaient agressés et le prêtre a pris leur défense. Alors on l'a frappé lui aussi et on l'a traîné par les cheveux sur plusieurs mètres."

- C'est un prêtre vénézuélien?

- Oui. Né à San Antonio de Los Altos. Il est salésien et n'a rien de subversif. C'est un homme très apostolique.

- Il ne portait pas de soutane à ce moment-là?

- Non. Mais il n'est pas obligé de la porter. Il a eu une attitude très évangélique, avec ou sans soutane.

Il était trois heures de l'après-midi. Le cardinal qui avait organisé une conférence de presse recevait la télévision et les journalistes de *El Nacional*. Il voulait préciser que le gouvernement avait présenté ses excuses "suite aux interprétations dont avaient fait l'objet les déclarations du ministre de l'intérieur, lesquelles déclarations n'avaient pas cette intention et, quand elles ont été faites, n'avaient sans doute pas la portée que les médias leur ont donnée. La hiérarchie ecclésiastique, réunie jeudi à Montalban, a accepté ces excuses".

Son éminence a fait preuve de conciliation et a compris qu'on dit parfois des choses qui peuvent à la longue apparaître inconvenantes, même si elles ont été avancées sans mauvaise intention aucune.

Le cardinal a pris la défense des religieux de Petare, avec lesquels il s'était réuni hier matin pour entendre leurs explications. A la rencontre ont assisté presque tous les signataires du placard publicitaire, dont le Père Pablo M. González, de la paroisse San Francisco de Sales. En plus du cardinal Lebrún, il y avait Mgr Ovidio Pérez, évêque de Coro et vice-président de la Conférence épiscopale vénézuélienne; Mgr José Vicente Henríquez Andueza, évêque auxiliaire de Caracas et secrétaire général de la conférence épiscopale; et Mgr Miguel Delgado Avila, évêque responsable de la zone de Petare.

[1] En réalité les signataires ne sont que 46 [NdT].

Le cardinal a affirmé que ces prêtres et ces religieuses sont sous les ordres du diocèse de Caracas. "Il ne s'agit pas de personnes travaillant pour leur propre compte ou ayant des activités illégales. Il y a parmi eux mon secrétaire, le Père Carlos Rodríguez. Tous travaillent dans des endroits difficiles, en manifestant la présence de l'Eglise dans des quartiers périphériques, dans des milieux pauvres. Ils vivent les problèmes des gens, leurs souffrances et leurs manques. Ils ressentent les injustices et ce sont là des choses qu'on ne peut pas taire. Il faut les dire. Ce sont tous des serviteurs de l'Eglise, ils font un travail très méritant et ils ne sont en aucune façon en dehors de l'ordre social. Ils ont acquis la conviction qu'ils se devaient d'être conséquents avec eux-mêmes."

- Le ministre a déclaré que c'étaient tous des étrangers.

- La plupart sont vénézuéliens. Les uns de naissance et les autres par naturalisation. Et ils travaillent tous sous ma direction.

- Quelle aurait dû être, à votre avis, l'attitude du gouvernement devant le placard publicitaire?

- Je conseille l'intensification du dialogue. Il faut rechercher les moyens et les solutions du progrès social de ces communautés. Un dialogue constructif est une chose positive.

- Y a-t-il une date marquée pour l'ouvrir?

- Au cours de la conversation avec le ministre de la justice, José Manso González, il a été convenu de nous réunir prochainement, à la fin du mois ou au cours du mois prochain. Ce seront des rencontres entre le gouvernement et toutes les sections d'Eglise pour exposer des idées, soulever des problèmes et définir les besoins.

- Les évêques ont-ils demandé l'ouverture d'une enquête sur les dénonciations faites dans le communiqué?

- Nous ne cherchons pas à châtier quiconque. Nous cherchons des solutions aux problèmes, dans le respect des droits de l'homme. Que chacun sache qu'il est fils de Dieu et qu'il a des droits à faire respecter. L'Eglise doit toujours les défendre. C'est le langage de l'Evangile. Les actions de l'Eglise seront toujours celles de l'amour, pas celles de la haine.

- Alors les signataires du placard publicitaire ont fait leur devoir?

- Incontestablement ils ont fait leur devoir.

(Traduction DIAL - En cas de reproduction, nous vous serions obligés d'indiquer la source DIAL)